Réunion de la Commission Locale sur l'Evaluation du Coût des Transferts de charges entre l'EPCI et ses Communes membres en date 27 septembre 2017

Attributions de compensation définitives

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), dûment convoqués le 22 septembre 2017, se sont réuni le 27 septembre 2017 à 15 heures 00, Salle de réunion de la Communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon.

Etaient présents : M. Rolland BALBIS ; M. Emile CALCHITI ; MME Raymonde CARLETTI.

Etaient représentés :

Etaient absents ou excusés : M. Jean BACCI ; M. Bernard CLAP ; M. Antoine FAURE ; M. Jean-Marie GARRON ; Mme Denise GUIGUES ; Mme Anne HOUY ; M. Pierre JUGY ; M. Ernest MICHEL ; M. Charles-Antoine MORDELET ; M. Philippe MURAT DAVID ; M. Georges PONS ; M. Armand ROUVIER ; M. Daniel ROUVIER.

M. Le Président ouvre la séance et procède à l'élection du Président de la CLECT.

Est élu Président : M. Rolland BALBIS.

Est élu Vice-Président : Mme Raymonde CARLETTI.

Monsieur Rolland BALBIS, élu Président de la CLECT, rappelle qu'en application des dispositions de l'article L.2121-17 du CGCT, la CLECT a été convoquée le 21 septembre et en l'absence de quorum lors de cette séance, la CLECT peut valablement délibérer ce jour quel que soit le nombre de membres présents.

- Vu la délibération n°11-01-2014 du Conseil communautaire en date du 13 janvier 2014 portant constitution de la CLECT
- Vu le rapport de la CLECT en date du 3 février 2014, approuvé par délibération n°19-02-2014 en date du 10 février 2014 portant attribution des compensations provisoires au titre de l'année 2014
- Vu le rapport de la CLECT en date du 12 mars 2014, approuvé par délibération n°28-03-2014 en date du 17 mars 2014 portant attribution des compensations définitives au titre de l'année 2014
- Vu la délibération n°52-05-2014 du Conseil communautaire en date du 14 mai 2014 portant constitution de la CLECT
- Vu le rapport de la CLECT en date du 24 mars 2015, approuvé par délibération du Conseil communautaire n°20-04-2015 en date du 09 avril 2015 portant attribution des compensations définitives entre l'EPCI et ses Communes membres au titre des compétences transférées.

- Vu le rapport de la CLECT en date du 23 mars 2016 approuvé par délibération du Conseil communautaire n°17-04-2016 en date du 06 avril 2016 portant validation des compensations définitives entre l'EPCI et ses communes membres au titre de la compétence PIDAF.
- Vu la délibération n°29-03-2017 du Conseil communautaire en date du 02 mars 2017 portant attributions de compensations prévisionnelles

INTRODUCTION

La communauté de communes LACS ET GORGES DU VERDON a été créée par Arrêté Préfectoral n°45/2013 du 31 mai 2013. Elle est effective depuis le 1er janvier 2014.

Elle a opté pour la fiscalité professionnelle unique, codifiée dans l'article 1609 nonies C du CGI.

Conformément au IV de l'article 1609 nonies C du CGI, la commission locale d'évaluation des transferts de charges est chargée d'évaluer les transferts de charges l'année d'adoption de la cotisation foncière unique et à chaque transfert de charges ultérieur.

Les travaux de la présente et quatrième commission concernent :

- Les compétences transférées au titre de la période 2014-2016, à savoir :
  1- « Maison de services au public »
  2- « Crèches »
  3- « Mission Locale »
  4- « Déchetteries »
  5- « PIDAF »

- Les compétences transférées au titre de l'exercice 2017, à savoir :
  6- Validation des attributions de compensation définitives au titre de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme »
  7- Validation des attributions de compensation définitives au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activités économiques »
  8- Validation des attributions de compensation définitives au titre de la « contribution au SDISS »

1. EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES DEFINITIFS

La Commission présente les compétences donnant lieu à une évaluation de transferts de charges, vu les statuts de la Communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon modifiés par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016 :

1. Maison de services au public

Le coût du transfert de la MSAP a été calculé suivant : le coût prévisionnel de dépenses (90 800 € en 2017), plus le coût annualisé du bâtiment (10 000 € en 2017), moins les recettes prévisionnelles (38 000 € en 2017), moins les loyers (3 200 € en 2017), plus 50% de l'annuité du prêt restant à rembourser (13 210 € en 2017), les 50% restant étant à la charge de la commune initialement contractante. Soit un total général de 86 020 € au titre de l'exercice 2017.

La répartition entre communes a été calculée pour 50% au prorata de la population et pour 50% au prorata de la fréquentation (N-1). La répartition du prêt a été calculée au prorata de la population.

Une clause de révision annuelle des attributions de compensation est définie : en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la MSAP pour l'année N (suivant les critères ci-dessus énoncés), rapporté au taux de fréquentation par commune (à hauteur de 50%) et à la population communale (à hauteur de 50%).

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence « MSAP »
AIGUINES	1 933
ARTIGNOSC	2 282
AUPS	40 601
BAUDINARD sur VERDON	1 574
BAUDUEN	2 335
LE BOURGUET	154
BRENON	154
CHATEAUVIEUX	446
LA MARTRE	1 116
MOISSAC BELLE-VUE	2 279
REGUSSE	16 946
LES SALLES sur VERDON	2 008
TOURTOUR	3 990
TRIGANCE	951
VERIGNON	76
VILLECROZE	9 175
TOTAL	86 020

2. Crèches

Le coût du transfert des crèches a été calculé suivant : le nombre d'heures de garde réalisées sur l'année N-1 sur l'ensembles des 3 crèches au taux horaire de 2.00 € par heure (221 978 € en 2017) plus le coût annualisé des bâtiments de 12 000 € par bâtiment (36 000 € en 2017) moins les loyers perçus de 15 000 € par crèche (45 000 € en 2017) soit un total de 212 978 € en 2017, plus 50% de l'annuité du prêt de la crèche de Régusse restant à rembourser réparti sur chaque commun (10 902 € en 2017), les 50 % restants étant à la charge de la commune initialement contractante, plus 50 % de l'annuité du prêt ayant servi à l'acquisition du bâtiment de la crèche de Villecroze restant à rembourser réparti sur chaque commune (4 302.71 € en 2017), les 50 % restants étant à la charge de la commune initialement contractante, soit un total général à répartir de 243 387 € au titre de l'exercice 2017.

La répartition entre commune a été calculée pour 50 % au prorata de la population et pour 50 % au prorata de la fréquentation (N-1). La répartition du prêt a été calculée au prorata de la population.

Une clause de révision annuelle des attributions de compensation est définie : en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la crèche pour l'année N (suivant les critères ci-dessus énoncés), rapporté au nombre d'heures de garde réalisées par commune (à hauteur de 50%) et à la population communale (à hauteur de 50%),

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence « crèches »
AIGUINES	5 181
ARTIGNOSC	9 623
AUPS	66 687
BAUDINARD sur VERDON	3 633
BAUDUEN	5 687
LE BOURGUET	413
BRENON	413
CHATEAUVIEUX	1 194
LA MARTRE	2 987
MOISSAC BELLE-VUE	5 793
REGUSSE	63 952
LES SALLES sur VERDON	4 017
TOURTOUR	11 646
TRIGANCE	2 545
VERIGNON	157
VILLECROZE	59 459
TOTAL	243 387

3. Mission Locale

Rappel de la règle validée par la CLECT en date du 24 mars 2015

Le coût du transfert de la compétence Mission Locale a été établi suivant la base de la cotisation pour l'année N (en 2017 : 2.63 € / habitant au titre de la Mission Locale Ouest Haut Var - pour les communes d'Aiguines, Artignosc, Aups, Baudinard, Bauduen, Moissac, Régusse, Les Salles, Tourtour, Vérignon et Villecroze ; 2.00 € / habitant au titre de la Mission Locale Dracénie Cœur du Var - pour les communes du Bourguet, Brenon, Chateauvieux, La Martre, Trigance).

Une clause de révision annuelle des attributions de compensation est définie : en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la cotisation annuelle pour l'année N rapporté à la population communale.

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence «Mission Locale»
AIGUINES	1 065
ARTIGNOSC	1 323
AUPS	7 093
BAUDINARD sur VERDON	852
BAUDUEN	1 554
LE BOURGUET	0
BRENON	0
CHATEAUVIEUX	0
LA MARTRE	0
MOISSAC BELLE-VUE	1 252
REGUSSE	7 740
LES SALLES sur VERDON	1 115
TOURTOUR	2 572
TRIGANCE	0
VERIGNON	68
VILLECROZE	4 319
TOTAL	28 953

AC = 0 : si cotisation prise en charge par la commune pour l'exercice 2017.

4. Déchetteries

Le coût de transfert des déchetteries de Régusse-Moissac, Baudinard-sur-Verdon et Artignosc-sur-Verdon a été évalué à 0.

Le coût du transfert de la déchetterie de St Andrieu a été calculé suivant : l'annuité du prêt restant à rembourser (20 712 € en 2017), pour 50% réparti sur les communes initialement contractantes (10 356 € en 2017) et pour 50% réparti sur les autres communes au prorata de la population (10 356 € en 2017).

Une clause de révision annuelle des attributions de compensation est définie : en fonction du coût de l'annuité du prêt restant à rembourser pour l'année N, pour 50% réparti sur les communes initialement contractantes et pour 50% réparti sur les autres communes, au prorata de la population.

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence « Déchèterie »
AIGUINES	3 160
ARTIGNOSC	434
AUPS	2 809
BAUDINARD sur VERDON	285
BAUDUEN	3 918
LE BOURGUET	37
BRENON	37
CHATEAUVIEUX	109
LA MARTRE	271
MOISSAC BELLE-VUE	396
REGUSSE	3 132
LES SALLES sur VERDON	3 148
TOURTOUR	779
TRIGANCE	231
VERIGNON	130
VILLECROZE	1 836
TOTAL	20 712

5. PIDAF

Le coût du transfert du PIDAF a été évalué suivant le coût des travaux restant à charge de la CCLGV prévus au BP chaque année (soit 82 000 € par an, pour le programme 2016-2026).

La répartition entre communes a été calculée pour 50% au prorata de la population et pour 50% au prorata de la superficie (hors Camp de Canjuers et Lac de Ste Croix).

Note : les superficies en hectares ont été ajustées en fonction des données transmises par les services du Canal de Provence, AMO PIDAF de la CCLGV.

Une clause de révision annuelle des attributions de compensation est définie : en fonction du coût du PIDAF restant à charge de la CCLGV prévus au BP de l'année N, réparti pour 50% au prorata de la population communale et pour 50% au prorata de la superficie communale (hors Camp de Canjuers et Lac de Ste Croix).

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence «PIDAF »
AIGUINES	5 130
ARTIGNOSC	3 431
AUPS	16 492
BAUDINARD sur VERDON	3 238
BAUDUEN	4 951
LE BOURGUET	2 653
BRENON	711
CHATEAUVIEUX	1 866
LA MARTRE	3 031
MOISSAC BELLE-VUE	3 476
REGUSSE	14 733
LES SALLES sur VERDON	1 739
TOURTOUR	5 651
TRIGANCE	5 122
VERIGNON	1 138
VILLECROZE	8 636
TOTAL	81 998

6. Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme (compétence obligatoire transférée à l'EPCI au 01/01/2017)

La Commission propose d'évaluer les transferts de charges comme suit :

Evaluation (source : ALTEA & EXFILO - septembre 2017)

CALCUL DU COUT ANNUEL NET DE LA COMPETENCE TOURISME SUR LES COMMUNES DE LA CCLGV
(Montants 2016 ou montants moyens 2015-2016)

- Seules les dépenses et recettes liées à l'accueil et la promotion du tourisme sont prises en compte (pas les animations touristiques de style marchés et vides greniers).
- Le cout total intègre des personnels et locaux mucipaux, mis à disposition par les communes aux OT.
- Les dépenses et recettes liées à la gestions des équipements (Camping sur Artignosc, Grottes sur Villecroze) ont été isolées en bas de tableau.

Les données en rouges ont été estimées

	Aiguines	Artignosc	Aups	Baudinard	Bauduen	Les Salles	Moissac	Regusse	Tourtour	Villecroze	Brenon	Chateauvieux	La Martre	Le Bourguet	Trigance	TOTAL COMMUNES
Mode de gestion compétence tourisme	OT associatif	Régie directe	OT associatif		OT communal	OT associatif	Point info communal	Point info communal	OT associatif	OT communal						
Superficie des locaux dédiés à l'accueil touristique	40 m²	s.o	20 m²	s.o	40 m²	70 m²	28 m²	33 m²	40 m²	45 m²						
ETP des agents affectés à l'accueil et promotion du tourisme	1,69	0,15	1,91	0,15	0,74	0,74	0,5	1,11	1,66	0,7						
Charges gestion courante (publications, assurance, copieur, fournitures, télécommunications, etc.)	9 580 €	1 054 €	15 578 €	0 €	11 555 €	13 369 €	725 €	6 000 €	5 093 €	5 597 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 549 €
+ Cout fonctionnement locaux (eau, éléctricité, chauffage, petit entretien, ménage)	5 000 €	0 €	3 250 €	0 €	1 117 €	10 700 €	730 €	*compris dans ch. gestion courante*	190 €	910 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 897 €
+ Charges personnel (OT+Mairie)	27 686 €	5 000 €	55 486 €	4 521 €	14 940 €	28 102 €	19 052 €	36 500 €	51 266 €	23 607 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	266 160 €
= COUT ANNUEL DE FONCTIONNEMENT	42 266 €	6 054 €	74 313 €	4 521 €	27 612 €	52 171 €	20 507 €	42 500 €	56 549 €	30 114 €	1 920 €	320 €	9 440 €	240 €	4 800 €	373 326 €
- Produit taxe de séjour	12 400 €	6 000 €	32 378 €	4 700 €	49 929 €	38 827 €	4 821 €	38 239 €	15 000 €	20 305 €	1 920 €	320 €	9 440 €	240 €	4 800 €	239 319 €
- Vente de produits et prestations	1 955 €	0 €	7 081 €	0 €	3 053 €	5 246 €	0 €	0 €	1 797 €	354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 485 €
- Autres ressources propres (cotisations adhérents)	7 051 €	0 €	2 770 €	0 €	0 €	9 113 €	0 €	0 €	3 723 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 656 €
A = COUT ANNUEL NET DE FONCTIONNEMENT	20 860 €	54 €	32 085 €	-179 €	-25 370 €	-1 014 €	15 686 €	4 261 €	36 029 €	9 455 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 866 €
Amortissement des locaux	4 000 €	0 €	2 000 €	0 €	4 735 €	10 200 €	2 950 €	3 300 €	2 900 €	4 450 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 535 €
+ Amortissement des biens mobiliers et licences	1 500 €	0 €	1 575 €	0 €	355 €	1 872 €	943 €	937 €	2 402 €	1 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 084 €
B = COUT ANNUEL NET D'INVESTISSEMENT	5 500 €	0 €	3 575 €	0 €	5 090 €	12 072 €	3 893 €	4 237 €	5 302 €	5 950 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 619 €
A+B = COUT ANNUEL NET TOTAL	26 360 €	54 €	35 660 €	-179 €	-20 280 €	11 057 €	19 579 €	8 498 €	41 332 €	15 405 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 486 €

Remarques et précisions :
- Le coût net pour Aiguines ne prend pas en compte l'activité agence postale (personnel+subvention mairie)
- Le coût d'amortissement (renouvellement dans le temps) des locaux a été estimé sur la base d'une durée d'amortissement de 20 ans (+ un coût de réalisation de 2000 € au m² quand l'information n'était pas disponible)
- Le coût d'amortissement (renouvellement dans le temps) des biens a été estimé sur la base d'une durée de vie de 10 ans pour le mobilier et de 5 ans pour le matériel informatique (pc, copieur, téléphone)
- Le produit de taxe de séjour perçu sur le territoire des communes de l'ex-CC Artuby Verdon a été ventilé entre les 5 communes à partir du nb de lits marchands (produit total de taxe de séjour perçu en 2016 par la CC = 40 K€)

= COUT NET TRANSFERE A LA COMMUNAUTE => EVALUATION DEFINITIVE EN CLECT => IMPACT SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (AC) DES COMMUNES

Un coût net < 0 signifie que la commune transfère plus de produits (taxe de séjour) que de charges à la Communauté. Cette dernière reversera donc à la commune un supplément d'AC d'un montant équivalent, afin de garantir un transfert neutre et équilibré pour les deux parties (principe de neutralité budgétaire des transferts de charges).

Un coût net > 0 signifie que la commune transfère plus de charges que de produits (taxe de séjour) à la Communauté. Cette dernière diminuera donc l'AC reversée à la commune d'un montant équivalent, afin de garantir un transfert

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence « Tourisme »
AIGUINES	0
ARTIGNOSC	0
AUPS	0
BAUDINARD sur VERDON	0
BAUDUEN	0
LE BOURGUET	0
BRENON	0
CHATEAUVIEUX	0
LA MARTRE	0
MOISSAC BELLE-VUE	0
REGUSSE	0
LES SALLES sur VERDON	0
TOURTOUR	0
TRIGANCE	0
VERIGNON	0
VILLECROZE	0
TOTAL	0

Au titre de cette compétence, la CLECT propose de ne pas appliquer d'attributions de compensation pour l'exercice 2017, étant précisé que l'évaluation financière fera l'objet d'une révision à l'occasion d'une CLECT ultérieure.

7. Création, aménagement et gestion des zones d'activités économiques (compétence obligatoire transférée à l'EPCI au 01/01/2017).

La Commission propose d'évaluer les transferts de charges comme suit :

Evaluation (source : PM Consultants – août 2017)

TRANSFERT DES ZONES D'ACTIVITE – Coût de renouvellement et de viabilisation des ZAE

Nature des charges calculées
(selon l'état des zones)

- VIABILISATION CREATION / EXTENSION ZA : modalités de calcul

  Viabilisation des terrains cessibles publics à aménager et en attente de commercialisation : pour ces terrains, le coût moyen retenu est de **34 €/m² de terrain à viabiliser** (intervalle entre 25 € et 50 € selon la complexité et la qualité des aménagements)

  Viabilisation = montant travaux + étude travaux + honoraires techniques
  Frais non intégrés dans le ratio utilisé : études pré-opérationnelles / frais commercialisation / impôts et assurances divers / provisions pour aléas

- REQUALIFICATION : modalités de calcul

  Transfert des terrains déjà aménagés et viabilisés, requalification des espaces publics (voiries et réseaux, stationnement, traitement des entrées de zones): pour ces zones, le coût moyen retenu est de **55€/m² de superficie à requalifier** (intervalle entre 40 € et 60 € HT / m².)

  Requalification = reprise de la voirie (chaussées, enrobés, bordures et caniveaux, signalisation horizontale) et des réseaux (Assainissement et ouvrages hydrauliques des eaux pluviales, défense incendie, réseau éclairage public, Réseau télécom) en requalification dite « moyenne » (et non « lourde »), soit sans interventions majeurs, aménagements urbains légers (mobilier urbain, dont signalétique), traitement des stationnements, végétalisation des abords et espaces publics.
  Exclus : interventions sur les routes départementales / gestion des déchets (si semi-enterrés) / dépollution
  Exclues : acquisitions foncières complémentaires

TRANSFERT DES ZONES D'ACTIVITE – Synthèse des calculs de charges

Charges nettes relatives aux zones d'activité (en **bleu** ce qui est calculé, en **rouge** ce qui reste à renseigner par les communes)

1. Nature des biens transférés **(valorisation financière retenue par ZAE)**
2. Coût de renouvellement des équipements publics **(charges calculées en renouvellement)**
3. Charges directes : prestations d'entretien courant et de gestion de la zone **(à chiffrer par les communes concernées)**
4. Charges semi-directes : personnel, matériel, entretien courant, gestion et animation **(à chiffrer par les communes concernées)**
5. Chagres indirectes correspondant au temps passé des services transversaux des communes sur ces zones, et la quotte part des charges de structure à imputer **(à chiffrer par les communes concernées)**

Les analyses en cours dans l'étude économique permettront d'approfondir les choix d'aménagement et de déterminer des 1ers bilans d'opérations (déficitaires / excédentaires), qui détermineront les charges financières réelles et l'impact sur les attributions de compensation.

Communes	Surface de la zone	Terrains communaux	Valorisation financière retenue*	Acquisitions complémentaires (selon politique foncière) - terrainsprivés	Valorisation financière retenue**	Requalification (ha à requalifier)	Coût réhabilitation (calcul par ratio)	Aménagement (ha à aménager)	Coût aménagement (calcul par ratio)
AUPS	12,2 ha	2,7 ha	540 000 €	1,1 ha	220 000 €	1,555	852 272 €	2,7	932 188 €
BAUDUEN	3,1 ha	0,4 ha	80 000 €	0 ha	0 €	0,782	428 454 €	0,4	120 673 €
REGUSSE	6,1 ha	3,8 ha	760 000 €	0,37 ha	74 000 €	0,000	0 €	4,2	1 430 418 €
VILLECROZE***	15,5 ha	0 ha	0 €	2,78 ha	278 000 €	3,190	1 748 367 €	2,8	953 441 €
			1 380 000 €		572 000 €		3 029 092 €		3 436 720 €

** Montant retenu = 20€/m² (référence prise par rapport aux prix estimés pour les terrains de Bauduen)*
*** Montant retenu = 20€/m² en zone U, 10 €/m² en zone AU*
**** Villecroze : Esparrus 9,8 ha / Cadenières 5,7 ha*

Au titre de cette compétence, la CLECT propose de ne pas appliquer d'attributions de compensation pour l'exercice 2017, étant précisé que l'évaluation financière fera l'objet d'une révision à l'occasion d'une CLECT ultérieure (l'analyse précise de chacune des ZAE est en cours).

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence « ZAE »
AIGUINES	0
ARTIGNOSC	0
AUPS	0
BAUDINARD sur VERDON	0
BAUDUEN	0
LE BOURGUET	0
BRENON	0
CHATEAUVIEUX	0
LA MARTRE	0
MOISSAC BELLE-VUE	0
REGUSSE	0
LES SALLES sur VERDON	0
TOURTOUR	0
TRIGANCE	0
VERIGNON	0
VILLECROZE	0
TOTAL	0

8. Contribution au SDIS

Vu la délibération n°34-04-2017 du Conseil communautaire en date du 06 avril 2017 approuvée par les communes membres de la CCLGV, il est proposé d'inclure la cotisation au SDIS dans le cadre du calcul des transferts de charges.

Les cotisations seront prises en charges par chacune des communes concernées et l'attribution de compensation versée par la CCLGV à chaque commune sera diminuée du montant des contributions communales versées pour l'année N (352 117 € en 2017).

La CCLGV remboursera aux communes leurs contributions au SDIS.

Une clause de révision annuelle des attributions de compensation est définie : en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la cotisation annuelle pour l'année N pour chaque commune.

Attributions de compensation 2017 (simulation pour information) :

Communes	Attributions de compensation au titre de la compétence « SDIS »
AIGUINES	20 918
ARTIGNOSC	12 822
AUPS	95 375
BAUDINARD sur VERDON	5 097
BAUDUEN	33 511
LE BOURGUET	2 963
BRENON	5 269
CHATEAUVIEUX	8 184
LA MARTRE	3 429
MOISSAC BELLE-VUE	8 780
REGUSSE	56 393
LES SALLES sur VERDON	12 747
TOURTOUR	25 140
TRIGANCE	16 992
VERIGNON	1 302
VILLECROZE	43 195
TOTAL	352 117

2. CLAUSE DE REVOYURE

La CLECT se réunira ultérieurement (courant 2018) afin de réévaluer le calcul des attributions de compensation au titre des compétences « tourisme » et « zones d'activités économiques ».

3. PLAFONNEMENT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

La Commission propose de ne pas retenir d'attributions de compensation négatives aux communes, pour la tranche de -1 à -3 000 €, avant prise en charge de la contribution au SDIS.

4. DEFINITION DES CLAUSES DE REVISION ANNUELLE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

M. Le Président rappelle que conformément au 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI, des clauses de révision des attributions de compensation peuvent être mises en place chaque année.

Au titre des compétences antérieurement transférées, les clauses de révision suivantes sont confirmées :

- **MSAP :** en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la MSAP pour l'année N, rapporté au taux de fréquentation par commune (à hauteur de 50%) et à la population communale (à hauteur de 50%).
- **Crèches :** en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la crèche pour l'année N, rapporté au nombre d'heures de garde réalisées par commune (à hauteur de 50%) et à la population communale (à hauteur de 50%).
- **Mission Locale :** en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la cotisation annuelle pour l'année N réparti au prorata de la population communale.
- **Déchetteries :** en fonction du coût de l'annuité du prêt restant à rembourser pour l'année N, pour 50% réparti sur les communes initialement contractantes et pour 50% réparti sur les autres communes, au prorata de la population.
- **PIDAF :** en fonction du coût du PIDAF restant à charge de la CCLGV prévus au BP de l'année N, réparti pour 50% au prorata de la population communale et pour 50% au prorata de la superficie communale (hors Camp de Canjuers et Lac de Ste Croix).

Au titre des nouvelles compétences transférées, les clauses de révision suivantes sont retenues :

- **Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme :** sans objet.
- **Création, aménagement et gestion des zones d'activités économiques :** sans objet.
- **SDISS :** en fonction de l'évolution du coût prévisionnel de la cotisation annuelle pour l'année N pour chaque commune.

CONCLUSION

Après avoir examiné les différentes modalités de répartitions du coût net des charges transférées, **la Commission décide à l'unanimité de retenir ces propositions.**

Par application des dispositions prévues par l'article L.5211-5 du CGCT, le présent rapport sera notifié par M. Le Président de la CLECT aux communes membres pour délibération suivant un délai de 3 mois ; à défaut de délibération dans ce délai, l'avis des communes sera réputé favorable.

Annexes : tableau de synthèse des attributions de compensation

1. Fiscalité transférée

Communes	Produit CFE	CVAE	IFER	TasCom	TAFNB	Dot Compensation	Dot Unique	Exo Pacte de relance	Produit fiscal CFE transféré (base 2013)	A déduire TP/CFE Dotation unique spécifique non transférée	Prduit fiscal CFE Transféré (sans Dotation unique compensation TP/CFE)
AIGUINES	42 483	12 355	21 482		751	2 886	407		80 364	407	79 957
ARTIGNOSC	25 865	2 200	10 335		1 706	1 575	439		42 120	439	41 681
AUPS	96 997	60 498	5 709	37 841	6 598	45 628	10 036		263 307	10 036	253 271
BAUDINARD sur VERDON	10 491	2 551	3 221		1 952	1 265	175		19 655	175	19 480
BAUDUEN	93 084	24 623	5 573		1 639	9 372	1 493		135 784	1 493	134 291
LE BOURGUET	299	84	3 214		34						3 631
BRENON	120	1 511	1 339		146						3 116
CHATEAUVIEUX	333	821			545						1 699
LA MARTRE	40 366	3 994	1 071		2 673						48 104
MOISSAC BELLE-VUE	9 101	4 160	3 060		1 488	8 028	481		26 318	481	25 837
REGUSSE	56 718	18 604	5 317	21 611	14 963		8 203	350	125 766	8 203	117 563
LES SALLES sur VERDON	102 387	21 054	41 557		1 546	10 716	927		178 187	927	177 260
TOURTOUR	53 335	9 285	2 040		5 835	11 102	1 308		82 905	1 308	81 597
TRIGANCE	4 905	1 475	2 143		388						8 911
VERIGNON	0	435	0				1		436	1	435
VILLECROZE	58 595	13 445	2 040		6 423	28 569	1 965		111 040	1 965	109 075
TOTAL	371 753	177 095	108 101	59 452	46 687	119 141	25 435	350	1 065 882	25 435	1 105 908

2. Attributions de compensation 2017

Communes	Prduit fiscal CFE Transféré (sans Dot unique compen TP /CFE)	MSAP	Crèches	Mission Locale	Déchetteries	PIDAF	Total Charges transférées	Restitution du produit fiscal CFE transféré 2017	Contribution SDIS 2017	**Restitution après déduction SDIS**
AIGUINES	**79 957**	1 933	5 181	1065	3 160	5 130	**16 469**	**63 488**	20 918	**42 570**
ARTIGNOSC	**41 681**	2 282	9 623	1323	434	3 431	**17 093**	**24 588**	12 822	**11 766**
AUPS	**253 271**	40 601	66 687	7093	2 809	16 492	**133 682**	**119 589**	95 375	**24 214**
BAUDINARD sur VERDON	**19 480**	1 574	3 633	852	285	3 238	**9 582**	**9 898**	5 097	**4 801**
BAUDUEN	**134 291**	2 335	5 687	1554	3 918	4 951	**18 445**	**115 846**	33 511	**82 335**
LE BOURGUET	**3 631**	154	413		37	2 653	**3 257**	**374**	2 963	**-2 589**
BRENON	**3 116**	154	413		37	711	**1 315**	**1 801**	5 269	**-3 468**
CHATEAUVIEUX	**1 699**	446	1 194		109	1 866	**3 615**	**-1 916**	8 184	**-10 100**
LA MARTRE	**48 104**	1 116	2 987		271	3 031	**7 405**	**40 699**	3 429	**37 270**
MOISSAC BELLE-VUE	**25 837**	2 279	5 793	1252	396	3 476	**13 196**	**12 641**	8 780	**3 861**
REGUSSE	**117 563**	16 946	63 952	7740	3 132	14 733	**106 503**	**11 060**	56 393	**-45 333**
LES SALLES sur VERDON	**177 260**	2 008	4 017	1115	3 148	1 739	**12 027**	**165 233**	12 747	**152 486**
TOURTOUR	**81 597**	3 990	11 646	2572	779	5 651	**24 638**	**56 959**	25 140	**31 819**
TRIGANCE	**8 911**	951	2 545		231	5 122	**8 849**	**62**	16 992	**-16 930**
VERIGNON	**435**	76	157	68	130	1138	**1569**	**-1 134**	1 302	**-2 436**
VILLECROZE	**109 075**	9 175	59 459	4319	1 836	8 636	**83 425**	**25 650**	43 195	**-17 545**
TOTAL	**1 105 908**	*86 020*	243 387	*28953*	*20 712*	81 998	**461 070**	**644 838**	352 117	**292 721**

3. Coût des charges transférées en 2017

Communes	MSAP	Crèches	Mission Locale	Déchetteries	PIDAF	Tourisme	ZAE	Total Charges transférées	*Pour mémoire Charges transférées 2016*
AIGUINES	1 933	5 181	1065	3 160	5 130	0	0	16 469	*19 179*
ARTIGNOSC	2 282	9 623	1323	434	3 431	0	0	17 093	*22 463*
AUPS	40 601	66 687	7093	2 809	16 492	0	0	133 682	*143 199*
BAUDINARD sur VERDON	1 574	3 633	852	285	3 238	0	0	9 582	*11 453*
BAUDUEN	2 335	5 687	1554	3 918	4 951	0	0	18 445	*23 708*
LE BOURGUET	154	413		37	2 653	0	0	3 257	
BRENON	154	413		37	711	0	0	1 315	
CHATEAUVIEUX	446	1 194		109	1 866	0	0	3 615	
LA MARTRE	1 116	2 987		271	3 031	0	0	7 405	
MOISSAC BELLE-VUE	2 279	5 793	1252	396	3 476	0	0	13 196	*16 198*
REGUSSE	16 946	63 952	7740	3 132	14 733	0	0	106 503	*115 114*
LES SALLES sur VERDON	2 008	4 017	1115	3 148	1 739	0	0	12 027	*12 851*
TOURTOUR	3 990	11 646	2572	779	5 651	0	0	24 638	*27 792*
TRIGANCE	951	2 545		231	5 122	0	0	8 849	
VERIGNON	76	157	68	130	1 138	0	0	1 569	*4898*
VILLECROZE	9 175	59 459	4319	1 836	8 636	0	0	83 425	*83 173*
TOTAL	*86 020*	243 387	*28953*	*20 712*	81 998	0	0	461 070	*480 028*

4. Reversement des AC 2017

Communes	Restitution du produit fiscal CFE transféré 2017	*Pour mémoire restitution fiscalité CFE 2016*
AIGUINES	63 488	*60 778*
ARTIGNOSC	24 588	*19 218*
AUPS	119 589	*110 072*
BAUDINARD sur VERDON	9 898	*8 027*
BAUDUEN	115 846	*110 583*
LE BOURGUET	374	
BRENON	1 801	
CHATEAUVIEUX	-1 916	
LA MARTRE	40 699	
MOISSAC BELLE-VUE	12 641	*9 639*
REGUSSE	11 060	*2 449*
LES SALLES sur VERDON	165 233	*164 409*
TOURTOUR	56 959	*53 805*
TRIGANCE	62	
VERIGNON	-1 134	*-4 463*
VILLECROZE	25 650	*25 902*
TOTAL	644 838	*560 419*

5. Reversement des AC 2017 tenant compte de l'application du plafonnement des attributions négatives

	Aiguines	Artignosc	Aups	Baudinard	Bauduen	Le Bourguet	Brenon	Château vieux	La Martre	Moissac	Régusse	Les Salles	Tourtour	Trigance	Vérignon	Villecroze	TOTAL
Restitution du produit fiscal CFE transféré 2017	**63 488**	**24 588**	**119 589**	**9 898**	**115 846**	**374**	**1 801**	**-1 916**	**40 699**	**12 641**	**11 060**	**165 233**	**56 959**	**62**	**-1 134**	**25 650**	**644 838**
*Application du plafonnement	**63 488**	**24 588**	**119 589**	**9 898**	**115 846**	**374**	**1 801**	**0**	**40 699**	**12 641**	**11 060**	**165 233**	**56 959**	**62**	**0**	**25 650**	**644 838**
**Contribution SDIS 2017	20 918	12 822	95 375	5 097	33 511	2 963	5 269	8 184	3 429	8 780	56 393	12 747	25 140	16 992	1 302	43 195	352 117
***Restitution après déduction SDIS	**42 570**	**11 766**	**24 214**	**4 801**	**82 335**	**-2 589**	**-3 468**	**-8 184**	**37 270**	**3 861**	**-45 333**	**152 486**	**31 819**	**-16 930**	**-1 302**	**-17 545**	**295 771**

**Les AC négatives en deçà de 3 000 € ne sont pas mis en recouvrement par la CCLGV auprès des communes.*
***La CCLGV rembourse aux communes leur contribution SDIS (recette pour la commune).*
****La CCLGV reverse aux communes en AC positives (recette pour la commune), les communes reversent à la CCLGV les AC Négatives (dépense pour la commune).*